



HAL
open science

Le sous-développement

Jacques Fontanel, Liliane Bensahel

► **To cite this version:**

Jacques Fontanel, Liliane Bensahel. Le sous-développement. Michel Chatelus, Jacques Fontanel. Les dix principales questions économiques d'aujourd'hui et de demain, Presses Universitaires de Grenoble, 1992. hal-03200911

HAL Id: hal-03200911

<https://hal.univ-grenoble-alpes.fr/hal-03200911>

Submitted on 17 Apr 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Le sous-développement

Jacques Fontanel, Liliane Bensahel

Les dix principales questions économiques d'aujourd'hui et de demain

Sous la direction de Michel Chatelus et Jacques Fontanel

PUG, Presses Universitaires de Grenoble
Grenoble, 1992

Le sous-développement exprime une réalité complexe, mettant l'accent sur –un état de retard de certaines économies nationales par rapport à des systèmes productifs nationaux plus productifs et plus riches. Cette expression a été remplacée par « pays en voie de développement » qui met l'accent plutôt sur un processus économique conduisant à mieux satisfaire les besoins fondamentaux des citoyens nationaux. Cependant, dans un monde riche et de plus en plus riche, la pauvreté, la précarité et la misère constituent les conditions de vie de nombreuses personnes des pays les moins productifs, sur lesquels s'exercent trop souvent des effets de domination qui bloquent leur développement, avec pour conséquence une dépendance accrue sur les marchés mondiaux et une désarticulation du système de production et de consommation national. D'autres formes de développement pourraient être envisagés.

Underdevelopment expresses a complex reality, emphasising a state of backwardness of certain national economies in relation to more productive and wealthier national productive systems. This term has been replaced by "developing countries", which focuses instead on an economic process leading to a better satisfaction of the basic needs of national citizens. However, in a rich and increasingly wealthy world, poverty, insecurity and misery are the living conditions of many people in the less productive countries, where domination effects are too often exerted that block their development, resulting in increased dependence on world markets and a disarticulation of the national production and consumption system. Other forms of development could be envisaged.

Sous-développement, pauvreté, effets de domination, développement économique

Underdevelopment, poverty, domination effect, economic development

Le concept de sous-développement exprime une réalité complexe et variée qui, pour être indiscutable dans l'effroyable quotidienneté de la misère et de la famine sévissant dans de nombreux pays, n'en est pas moins contestée. En effet, il met l'accent sur un état de retard par rapport à la situation de pays riches, susceptibles d'avoir bénéficié d'un modèle de développement applicable à tous, en tous lieux et à toutes les périodes. Cette conception normative, jugée péjorative par les organisations internationales, a été remplacée par l'expression «pays en voie de développement» qui met l'accent sur le processus économique et social menant une nation vers la satisfaction progressive des besoins de la population. L'idée du tiers monde, due à Alfred Sauvy, est utile pour désigner des pays tardivement touchés par la révolution agricole et industrielle, pour différencier l'Occident des pays colonisés. D'un point de vue politique, il s'agit d'obtenir des pays colonisateurs la réparation de l'injustice fondamentale des différentiels de développement fondés sur les inégalités et l'exploitation. Cependant, la concurrence et parfois l'antagonisme de leurs intérêts respectifs vont croissants et le concept de tiers monde, malgré sa valeur symbolique, est incapable d'expliquer une situation économique internationale hétérogène.

Pour identifier les nations, la Banque mondiale propose une classification des pays en quatre groupes homogènes : les pays en développement subdivisés eux-mêmes en pays à faible revenu et pays à revenu moyen, les pays pétroliers, les pays à économie planifiée et les pays industrialisés. La situation relative des pays n'est pas la même selon que l'on s'attache à des critères essentiellement économiques (faiblesse du revenu par habitant, importance des inégalités

sociales et spatiales, part prédominante du secteur primaire dans l'emploi de la population active) ou à des critères de développement humain (espérance vie, fort taux de croissance démographique, importance de l'analphabétisme et de la malnutrition, conditions de vie, démocratie), même si on peut très souvent établir une corrélation étroite entre ces différents indicateurs. Par exemple, le PNB par habitant de Hong-Kong et de Singapour sont comparables à ceux de l'Espagne, et ceux du Koweït et des Emirats arabes unis sont supérieurs à ceux de la Suisse et des Etats-Unis. Il constitue alors un indicateur médiocre du développement, même s'il sert de base à la définition des pays les moins avancés (pays ayant un PNB par habitant inférieur à 400 dollars par an).

C'est pourquoi, la Banque mondiale a calculé un nouveau critère d'évaluation du développement, l'indice de développement humain (IDH), qui introduit d'autres indicateurs de développement comme l'espérance de vie, l'alphabétisation et le revenu minimum. Cette conception rejoint les analyses d'Amartya Sen (qui reprenait d'ailleurs par là les objectifs fondamentaux que François Perroux assignait à l'économie, à savoir nourrir les hommes, soigner les hommes et libérer les esclaves), pour lesquelles les facteurs socio-économiques sont au moins aussi importants pour définir le développement d'un pays que les seules variables quantitatives de l'économie. Ainsi, les libertés politiques, les droits de l'homme et la répartition plus équitable des droits des citoyens et des travailleurs constituent des indicateurs fondamentaux du degré de développement d'un pays. Les conflits économiques du développement sont aussi meurtriers que les conflits militaires.

Les années 80 ont été reconnues par la CNUCED comme ayant été le théâtre «du plus grave revers que le développement ait connu depuis plus de trente ans». Pratiquement tous les pays en voie de développement ont subi une baisse de leur revenu par habitant, un essor de la pauvreté et ce malgré un développement technologique considérable et une amélioration globale des conditions de vie. En matière de déve-

loppement, aucune situation n'est vraiment acquise. A la fin de la dernière guerre mondiale, le Chili ou l'Argentine semblaient avoir de meilleurs atouts de développement que le Japon. En 1960, on prévoyait que les pays miniers d'Afrique pourraient connaître un processus de développement rapide (7% de croissance par an). Par contre, la Corée du Sud souffrait de tous les maux (corruption, inflation, faiblesse des exportations, industrialisation réduite) et le continent indien connaissait tous les malheurs. Toutes ces prévisions ont été déjouées. Il convient alors de s'interroger sur l'état du sous-développement et les instruments de lutte qu'il suppose. La grille de lecture que nous avons choisie, n'est pas exhaustive, elle a pour objet de rendre compte de l'état de dépendance de ces pays sur le terrain économique et militaire, de leur désarticulation aussi bien économique que sociale, et des difficultés d'adaptation des politiques actuelles.

I. LE TIERS MONDE COMME ENJEU ÉCONOMIQUE ET MILITAIRE

Cet enjeu s'est exprimé par la colonisation et il s'est maintenu par les conflits militaires.

— La colonisation est souvent considérée comme la raison essentielle du sous-développement car elle a favorisé notamment l'extension des cultures d'exportation aux dépens des cultures vivrières, l'exploitation minière, la dégradation des termes de l'échange, la construction de voies de communications spécialisées tournées vers la métropole, la destruction des artisanats locaux par la concurrence des produits manufacturés et la mise en place de frontières nationales aberrantes. L'économie de ces pays a été mise en situation de dépendance par rapport aux pays développés. Pourtant des pays qui n'ont pas été colonisés sur une longue période sont en situation de sous-développement (Ethiopie, Turquie, Thaïlande, Chine) alors que d'anciennes colonies se sont développées (Etats-Unis, Canada, Australie, Nouvelle-Zélande). Les pays d'Amérique latine dont les indépen-

dances remontent à plus d'un siècle et demi n'ont pas connu de développement économique comparable à celui des pays développés. En tout cas deux mythes peuvent être rejetés, celui du rôle important des débouchés coloniaux pour les industries occidentales, et celui du développement occidental fondé sur les matières premières originaires du tiers monde, même si, à une certaine époque, ces relations ont pu exercer des effets favorables sur les économies des pays du Nord au détriment des pays du Sud. La colonisation est à la fois incontestablement responsable du sous-développement de certaines régions du monde (phénomènes d'acculturation, inégalités politiques, exploitation économique) et bouc émissaire pour expliquer toutes les erreurs de gestion des économies nationales des pays du tiers monde. La plupart des organisations internationales ont appelé à l'instauration d'un nouvel ordre économique international

Les conflits existent sous quatre formes essentielles :

1 – L'intervention des grandes puissances dans leurs sphères d'influence est assez courante, des interventions américaines à Cuba et à Grenade, aux interventions de la France en Afrique (Zaire ou Tchad) en passant par le conflit du Golfe de 1991, sous l'égide de l'ONU.

2 – Le tiers monde a été aussi un nouveau théâtre de rivalités entre Est et Ouest (Corée ou Vietnam, par exemple).

3 – Les conflits sont aussi internes au tiers monde : conflits intra-étatiques (notamment Biafra, Liban, Angola, etc.) et inter-étatiques (Libye-Tchad, Somalie-Ethiopie, Maroc-Polissario, Vietnam-Chine, Inde-Pakistan, Irak-Iran).

4 – L'émergence de puissances régionales (Israël, Afrique du Sud, Cuba, Libye, Vietnam) vient encore obscurcir l'analyse de l'effet économique des dépenses militaires sur les économies de la périphérie.

– Les dépenses militaires nationales se présentent comme un instrument de blocage de la croissance. Il a pourtant été fait l'hypothèse selon laquelle l'effort militaire favoriserait la modernisation industrielle, la formation et l'information des hommes, l'amélioration des infrastructures, l'utilisation

complète des capacités de production des économies des pays en voie de développement et ne constituerait pas un obstacle à leur développement économique. Cette hypothèse a été fortement contestée (Fontanel, 1984). L'impact des dépenses militaires sur la croissance dépend de l'utilisation effective des capacités productives des économies nationales. En termes de coûts d'opportunité, les investissements civils sont *a priori* plus favorables au développement économique que les investissements militaires. Cependant, cette appréciation doit être atténuée, d'une part parce que tous les investissements civils (notamment ceux qui suscitent des effets de démonstration ou résultant d'une erreur d'appréciation du marché) ne sont pas également rentables et d'autre part, parce que le secteur militaire peut, par ses commandes, maintenir le niveau de production et de compétitivité de secteurs entiers de l'économie (aéronautique, informatique, construction navale, principalement). Cependant, la militarisation des économies en voie de développement n'est pas favorable à leur développement économique à long terme, même s'il peut y avoir à court terme quelques effets positifs, notamment la mobilisation du surplus.

II. UN ÉTAT DE DÉSARTICULATION ET DÉPENDANCE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

Les principaux obstacles au développement des pays du tiers monde sont l'essor de la population, le poids important de la religion, le manque de structures médicales et sanitaires, l'analphabétisme. L'ensemble de ces inégalités interagissent et toutes les politiques préconisées doivent les prendre en compte. Pour Arthur Lewis, elles sont par ailleurs renforcées par une non-valorisation des ressources existantes dans ces pays et notamment des ressources humaines (le nombre d'inactifs est très important, 76% dans ces pays contre 58% dans les pays développés). Les pays sous-développés présentent de forts déséquilibres économiques, avec l'existence

d'un triple dualisme : social entre un petit groupe très riche et une masse très pauvre, technique avec la présence d'îlots modernes à côté d'activités très traditionnelles et archaïques, et géographique avec l'opposition entre les grandes villes et les campagnes. Les déséquilibres économiques se manifestent en priorité dans l'agriculture, l'industrie et la technologie et se traduisent par des états de dépendance très forte vis-à-vis des pays développés.

a – Des difficultés économiques

– L'agriculture des PVD (pays en voie de développement) se caractérise généralement par un élevage dissocié de la culture et des problèmes de marché des produits agricoles. La commercialisation est souvent faite par des intervenants étrangers. Le passage d'une agriculture vivrière à une agriculture de marché a créé des difficultés de monoculture, de cultures forcées, d'épuisements des sols, de recul des cultures vivrières, d'endettement, d'effritement de la propriété collective (valeur de la terre). Il existe des exploitations de taille importante 1 000 hectares (2 000 en Amérique centrale), qui sont fondées sur une sous-utilisation du sol, une main-d'œuvre nombreuse et exploitée, des capitaux importants et des aides des pouvoirs publics. La croissance de la production agricole de ces pays est souvent supérieure à celles des pays développés, mais reste insuffisante eu égard à l'explosion démographique. Les rendements restent bas, il y a une faible productivité du travail, des retards techniques (problèmes d'irrigation) et des obstacles de diffusions des techniques modernes. Les réformes agraires imposent la nécessité de concilier les objectifs sociaux et économiques par la récupération de terres, la mise en place de nouvelles structures (coopératives...) et l'encadrement. Des initiatives technologiques ont été développées comme la « Révolution verte », c'est-à-dire une culture à grande échelle de nouvelles variétés de céréales solides et à hauts rendements. Cependant, elles utilisent beaucoup d'engrais, d'eau et de pesticides, et elles demandent de grosses capacités de stockage. Elles coûtent cher. De plus,

elles accroissent la dépendance extérieure car elles nécessitent de nouvelles semences. Elles favorisent enfin les gros producteurs au détriment des plus petits.

– L'industrialisation a pendant longtemps été considérée comme la voie royale du développement, mais depuis l'année 1970, on revient sur cette politique. Une industrialisation efficace signifie une capacité autonome de procédure et de diffusion des progrès techniques dans l'ensemble de l'environnement économique. Les NPI (nouveaux pays industrialisés) connaissent une croissance industrielle très variée. Même si leur croissance est rapide, leur industrie occupe une place peu importante au niveau mondial (environ 12%). La majorité des pays en développement sont faiblement industrialisés (un habitant du tiers monde fournit une valeur ajoutée manufacturée vingt fois plus faible qu'un habitant des pays développés). Il existe des déséquilibres de structure par branche qui se traduisent par une hypertrophie des industries extractives, des industries manufacturières limitées et des inégalités industrielles. Les investissements étrangers d'industries à forte croissance et à rentabilité élevée qui exercent de forts effets d'éviction sur les activités nationales traditionnelles, les investissements nationaux fondés sur une rentabilité à court terme, les bas salaires, des avantages fiscaux déséquilibrés et un marché intérieur désorganisé et limité sont des obstacles importants à l'industrialisation des pays sous-développés. L'investissement dans les pays en développement a donné lieu à de grands débats : faut-il investir dans les activités capitalistiques ou créatrices d'emplois, dans les technologies de pointe ou les technologies élémentaires ? Doit-on développer les échanges ou renforcer le protectionnisme, créer des grands pôles ou effectuer un saupoudrage des entreprises ? Quant aux investissements étrangers, directs ou indirects ou sous forme de participation à des filiales des entreprises multinationales (joint-ventures), s'ils représentent des avantages liés aux transferts technologiques et aux créations d'emplois, ils posent de nombreux problèmes comme l'extraction accélérée

rée des matières premières, la dépendance et l'affaiblissement du pouvoir de décision et des coûts externes élevés, notamment en matière d'environnement. Ces difficultés ont donné parfois naissance à une politique de nationalisation souvent conflictuelle entre les Etats.

– La technologie est la branche du savoir constituée de l'ensemble des connaissances et compétences nécessaires à l'utilisation, à l'amélioration et à la création des techniques. Cette définition renvoie au savoir, au savoir-faire et au progrès. Le problème pour les pays sous-développés est celui des importations de technologie, que celles-ci aient lieu par la voie directe (achat par les pays sous-développés), ou indirecte (implantation d'une entreprise étrangère). Dans les deux cas, les importations ont souvent des coûts excessifs et injustifiés et elles sont régulièrement accompagnées de clauses restrictives à leur diffusion. Les transferts de technologie se font de façon mimétique, sans étude des différents besoins et capacités réelles (pompes à eau sans pétrole). La question des technologies appropriées, malgré l'existence d'un programme spécifique de la CNUCED (Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement) reste toujours en suspens. Les politiques d'accompagnement des transferts de technologie recouvrent les problèmes de formation et les actions favorisant les innovations technologiques et leur diffusion.

Pour lutter contre cette dépendance, les pays en voie de développement ont engagé plusieurs types d'actions. Pour les pays d'Amérique latine, la politique de substitution aux importations en trois étapes (biens de consommation protégés, puis biens d'équipements et exportation) a été suivie, mais les résultats sont restés décevants, car la deuxième étape n'a jamais été atteinte, la détérioration de la balance commerciale (augmentation des importations de biens d'équipement) a continué et le blocage interne provoqué par une demande intérieure engorgée, par une expansion faible, et par un manque de compétitivité internationale, n'a pas pu être levé. Le Moyen-Orient a opté pour la valorisation des

exportations primaires et notamment des matières premières. La promotion des exportations, accompagnée d'une industrialisation sur incitation des entreprises nationales et la production par des entreprises étrangères de produits semi-élaborés, a été efficace pour les nouveaux pays industriels, mais cette stratégie est difficilement transposable dans tous les pays, d'autant qu'elle contribue à une exploitation excessive de la main-d'œuvre et à la dépendance à l'égard du marché mondial et des firmes transnationales. Enfin, le développement des industries dites industrialisantes (Algérie) devait entraîner des effets en aval et permettre la construction de l'ensemble de l'économie. Les résultats ont été pour le moins décevants.

b – Une dépendance accrue sur le marché mondial

Celle-ci se manifeste à la fois dans les flux commerciaux et financiers.

– Les structures commerciales du tiers monde sont vulnérables du fait de la division internationale du travail. Les pays en voie de développement vendent surtout des produits bruts ou des matières premières, dont les marchés sont à la fois largement dominés par les agents économiques des pays développés et caractérisés par une instabilité des prix. En outre, le nombre des produits exportés est trop faible et les cycles des ventes et méventes se répercutent immédiatement sur ces marchandises en amont de la production. D'autre part, les pays du tiers monde supportent des coûts importants d'importation d'énergie, de biens d'équipement et même de biens de consommation (par l'application des effets d'imitation). Ils rencontrent également des problèmes d'exportation car les échanges internes entre pays du Sud sont trop faibles et souvent le fruit d'héritages coloniaux. Une grande inégalité dans les transactions se traduit aussi par une diversification spatiale des importations difficiles à gérer, un protectionnisme important des pays développés, une maîtrise du transport maritime par les pays riches et la détérioration des termes de l'échange.

– Le constat du système financier est celui de la défaillance qui se traduit par des poussées inflationnistes (depuis 1983, plus de 51% d'augmentation de l'indice général des prix dans l'ensemble du tiers monde, 120% pour les plus endettés, comme la Bolivie, l'Argentine, le Brésil ou le Mexique). Les institutions financières privées et publiques sont en faillite en Amérique latine, Asie, Afrique. Le déficit des budgets publics s'aggrave et le taux d'investissement brut diminue. L'aide au tiers monde est très insuffisante et son évaluation reste difficile. Les soldes des flux financiers internationaux sont en faveur des pays développés car actuellement, le tiers monde rembourse plus en paiement d'intérêts que ce qu'il reçoit comme financement externe et aide au développement. Ce phénomène s'accompagne de fuites importantes des capitaux des pays pauvres et du rapatriement des dividendes et bénéfiques produits localement vers les refuges financiers du monde développé. Le problème de la dette reste entier. Le poids global de l'endettement et des remboursements annuels est élevé. La dette totale en 1992 était de 1 400 milliards de dollars, elle a été multipliée par 15 depuis 1970 et par 3 depuis 1980. L'importance relative de ces remboursements dans les économies des pays en voie de développement est élevée, elle s'élevait en moyenne à 34% du PNB (200% du PNB pour la Zambie, la Mauritanie, le Nicaragua), et à 139% des recettes d'exportation.

Depuis 1982, le FMI est le gestionnaire central de la crise. Sa doctrine s'appuie sur la dévaluation des monnaies, la limitation des importations, le développement des branches exportatrices et du secteur privé, l'assainissement du secteur public, le blocage des salaires et des prix, l'augmentation des tarifs publics, la libéralisation du commerce extérieur et l'appel aux investissements étrangers. Cette conception néo-classique du développement n'aborde en fait qu'une partie du sous-développement, en négligeant les problèmes humains. Les problèmes fondamentaux des pays du tiers monde restent bien actuels comme en témoignent les taux démographiques trop importants, le manque de struc-

tures médicales et sanitaires et l'analphabétisme. S'il est vrai que la couverture des coûts humains reste très difficile dans ces pays, on peut cependant se poser la question de savoir si cette situation engendre ou résulte des problèmes économiques.

III. LES DIFFICULTÉS D'ADAPTATION DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES

Les théories ont tenté de donner des éléments d'explication du phénomène de non-développement et de fournir des instruments d'action aux politiques économiques des Etats et des grands organismes internationaux.

a – *Les théories du sous-développement*

Il est très difficile de répertorier les différentes théories du développement et encore plus de les rattacher aux écoles théoriques d'économie. En effet, les prises de position et analyses du sous-développement ne recouvrent pas toujours les écoles traditionnelles.

– L'école néo-classique considère que le sous-développement est un état de retard de développement. La théorie des étapes de croissance économique de W.W. Rostow, basée sur des indicateurs démographiques, sociaux et économiques considère qu'il faut développer l'épargne intérieure des pays sous-développés, du fait de son étroite corrélation avec la croissance industrielle au moment du démarrage économique. A partir de la loi des coûts comparatifs de Ricardo, la solution au sous-développement passe d'abord par une insertion importante dans le marché international, car le développement peut être rendu possible par l'ouverture de l'économie. Ces analyses ont largement influencé les actions concrètes des organisations internationales et la politique économique des pays fondant leur développement sur la croissance de leurs exportations. Friedman et l'école de Chicago ont grandement contribué à la diffusion de ces thèses.

– Les développementalistes (Perroux, Prebich, Myrdal) sont issus d'un courant né dans les années 50 à partir de l'affirmation d'une spécificité du sous-développement, caractérisée par la dépendance, la dégradation des termes de l'échange et le dualisme (séparation entre le secteur traditionnel et le secteur moderne). La solution à cette situation devait passer par un changement de structures et la mise en place de stratégies étatiques de développement novatrices. Développement, dualisme et rôle de l'agriculture sont les principaux facteurs des analyses partant de la constatation de la coexistence de deux secteurs, un secteur moderne et un secteur traditionnel attardé, séparé par un dualisme sociologique (Boecke), technologique (Higgins) ou d'enclave (Myint). Cette dualité empêche l'émergence des effets d'entraînement propres au développement économique. Devant les difficultés d'accès au marché mondial et le caractère limité des investissements des PVD, Nurkse propose une croissance équilibrée, fondée sur une répartition des capitaux dans l'ensemble de l'industrie et une stratégie de développement basée sur le marché interne. Par contre, pour Hirschman (initiateur du concept de croissance déséquilibrée) et François Perroux, certains secteurs de l'industrie (appelés pôles de développement) sont très dynamiques, car ils agissent sur l'ensemble de l'économie, en produisant des effets d'entraînement et des économies externes. Leur croissance favorise, de manière itérative, le développement des autres secteurs économiques nationaux.

– Les néo-marxistes et tiers-mondistes préconisent la rupture avec le système capitaliste et le marché mondial. L'école de la dépendance a donné naissance à trois courants de pensée. Le premier, issu des travaux de la CEPAL autour de Celso Furtado et Osvaldo Sunkel, mettait l'accent sur les obstacles posés par le système capitaliste au développement, notamment à travers le marché. Le second niait la possibilité d'un développement capitaliste en Amérique latine (Gunder Frank, Marini). Le troisième étudiait les conditions concrètes de la dépendance (Cardoso, Enzo Faletto, Arghiri Emmanuel

ou Samir Amin). Pour Emmanuel, les échanges commerciaux sont fondés sur l'échange inégal et Amin considère que le sous-développement est un produit de l'accumulation capitaliste à l'échelle mondiale. Pour Baran et Sweezy, la cause principale du sous-développement est le transfert du surplus économique des pays pauvres vers les pays riches. La réflexion sur les «modes de production» constitue un autre apport de la pensée marxiste. Le capitalisme se définit par la prédominance des rapports sociaux. L'appropriation de la plus-value s'exerçant au niveau de la production et non de la circulation, les analyses de l'échange inégal se doivent d'intégrer les concepts de classes sociales et de modes de production. L'inadéquation des structures économiques et sociales nationales de classe est la cause principale du sous-développement, car elle bloque le développement.

– Les empiristes (Dumont, Sachs) fondent leur réflexion sur les situations concrètes et ils intègrent une réflexion plus générale, de type écologique, sur le devenir de l'humanité. Par contre, les nouvelles études empiriques défendent les politiques d'ajustement, définies comme des adaptations à un environnement extérieur de la part des pays ayant subi des chocs ou/et ayant effectué des erreurs de politique économique. Ces politiques visent plus particulièrement la question de la dette. Elles sont basées sur trois principes : une ouverture au marché mondial, une libéralisation interne, une baisse et une restructuration des dépenses. La politique économique s'appuie sur un ajustement des changes, une politique monétaire et de crédit, une politique budgétaire, une politique de gestion de la dette extérieure et une politique des prix. Ces modèles posent un certain nombre de problèmes comme la non-prise en compte des structures sociales et des relations Nord-Sud.

Toutes ces théories montrent la complexité du concept de sous-développement et la difficulté de mise en œuvre d'une politique globale.

b – Les difficultés de mises en place des politiques

Le sous-développement reste une préoccupation essentielle de la communauté internationale. Les Nations unies et les pays non développés (qui ont actuellement la majorité dans cette Assemblée générale des Etats) tentent d'apporter une réponse à cette situation à travers différentes initiatives comme la recherche d'un nouvel ordre international, plus soucieux du développement humain. On peut cependant s'interroger sur la conviction des grandes puissances à résoudre les problèmes du sous-développement. Il devient alors très difficile de savoir pourquoi les politiques préconisées n'ont pas fonctionné et quelles sont les modifications à leur apporter. Devant l'examen des propositions faites depuis plus de quarante ans, on éprouve une impression d'échec et d'impuissance. Il serait trop long ici de faire la liste des différentes réformes préconisées et mises en place, nous n'en donnerons que quelques grandes lignes.

La décolonisation s'est effectuée de 1945 à 1962 et elle a été suivie jusqu'en 1974 d'une période portant les espoirs du développement comme conséquence de l'indépendance. L'idée d'un NOEI (nouvel ordre économique international) a connu son heure de gloire en 1974, avec la conjugaison de l'action des pays de l'OPEP et la mise en place d'un programme d'action marquant les revendications claires des pays en voie de développement. Les exigences du NOEI semblaient alors naturelles et aller dans le sens de l'histoire, elles représentaient des revendications justes et agréées par les organisations internationales. Les préoccupations principales étaient alors la redistribution des revenus qui accompagnent la croissance et la couverture des besoins essentiels de la population. Les autres composantes de ce programme portaient sur les prix des produits de base, les transferts de technologie, le droit des pays sur les ressources nationales et l'autonomie (compter d'abord sur ses propres ressources). Les principes posés par le NOEI étaient le droit à nationaliser les ressources naturelles et les activités économiques, le

principe des prix justes, le droit aux débouchés sur les marchés développés et l'indemnisation des dommages de la colonisation. Le programme du NOEI reposait sur l'édification d'un nouveau Système monétaire international, la renégociation des dettes, la redistribution mondiale de la production industrielle et de la technologie, la réglementation et le contrôle des firmes multinationales, la coopération entre pays sous-développés.

Les étapes des négociations Nord-Sud furent nombreuses, d'abord encourageantes de 1974 à 1976, avec la deuxième conférence de l'ONUUDI (Organisation des Nations unies pour le développement industriel) à Lima (1975) qui prévoyait 25% de la production manufacturière pour le tiers monde en l'an 2000, et la conférence de Nairobi (1976) qui proposait la création d'un fonds commun de stabilisation des cours des produits de base. A partir de 1977, c'est l'enlisement et aucune proposition générale ne débouche. Dès 1980, l'approche sectorielle l'emporte (énergie à Nairobi en 1981, droit de la mer en 1982). Après dix ans d'expérience, l'idée du NOEI a provoqué une transformation des institutions existantes. Les préférences commerciales et l'abaissement des barrières douanières restent des décisions à portée limitée en dehors des accords privilégiés entre les pays de la CEE et des anciens pays coloniaux. Les différentes conventions de Yaoundé et de Lomé regroupent 68 pays. Elles se sont traduites par des clauses novatrices, comme les avantages commerciaux, la stabilisation des recettes d'exportations de 49 produits agricoles (fonds STABEX), les subventions des produits miniers (SYSMIN), l'aide financière transmise par le FED (Fonds européen de développement) pour financer les projets spécifiques d'adaptation à la crise. De nouvelles institutions ont été créées, comme le FIDA (Fonds International du développement agricole) qui a pour vocation le financement à bas taux d'intérêt du développement agricole et rural des pays les plus pauvres. Enfin, des accords exportateurs et l'élaboration de codes de conduite et chartes des droits et devoirs économiques des Etats ont été collectivement accep-

tés. Le NOEI avance par petites touches, mais il n'arrive pas à s'imposer. Si au milieu des années 70 il avait un leadership international concernant les idées et ce malgré une absence d'instruments de pouvoir, il semble bien que son rôle se soit affadi, avec la perte d'influence de ses objectifs, avec un triomphe au sein même de la CNUCED, son véritable fer de lance, des idées libérales.

Avec l'aide des organisations internationales, les pays ont tenté de mettre en place des politiques de développement afin de réduire leurs handicaps. Ils ont notamment cherché à limiter leurs déséquilibres, à contrôler les effets de la dépendance et à réduire leurs dettes. Les résultats restent controversés et divers. Le tiers monde est une réalité complexe et la présence de tous les ingrédients recensés ne suffit pas au démarrage économique et social d'un pays. Le chemin des possibles pour une politique macro-économique dans les pays en voie de développement semble bien étroit. Les échecs des politiques d'ajustement structurel semblent le confirmer. D'autant que l'hétérogénéité des situations de ces pays augmente et il est de plus en plus difficile de globaliser l'analyse et les critères de développement.

Pendant, les recommandations des organisations internationales mettent notamment l'accent sur la réforme de l'Etat et la modification de ses interventions dans l'économie, le rôle de la femme et de l'éducation, la lutte contre la corruption et pour la démocratie. L'état le plus préoccupant du sous-développement reste l'aspect sanitaire et social et bien des pays ne peuvent garantir à leurs habitants des conditions de vie décentes. Des régions entières sont encore menacées de famine, de manque de soins et d'épidémies. Cette situation s'est même fortement aggravée pour certains pays (Ethiopie, Bangladesh, Burkina-Faso, Mali) depuis 1965. Le taux de mortalité reste élevé et le nombre de médecins trop peu important par rapport au nombre d'habitants (un médecin pour plus de 17 000 habitants dans ces pays contre un pour 530 dans les pays industrialisés). L'état sanitaire a des variables explicatives multiples comme la situation politique,

l'accessibilité des territoires, le développement économique, la réduction des inégalités et le progrès technique.

En ce qui concerne l'aspect économique proprement dit, les programmes de stabilisation macro-économique et d'ajustement structurel des pays en développement s'articulent en général autour de deux mesures : la réduction du déficit budgétaire dans le cadre d'une politique de compression des dépenses et la dévaluation de la monnaie nationale dans le cadre d'une politique de réaffectation des dépenses. L'efficacité de telles politiques reste controversée et les résultats ne sont pas toujours à la hauteur des attentes. Le rapport de la huitième session de la CNUCED note que les pays en développement ont toujours des difficultés pour élargir et diversifier leur production, pour réduire leur dépendance vis-à-vis des produits de base, pour se doter de capacités financières, technologiques et de transport, pour supporter la charge de l'endettement et ses conséquences, pour faire face aux tendances défavorables des flux de ressources et pour poursuivre des programmes d'ajustement axés sur la croissance et le développement.

Cette constatation s'inscrit dans un contexte économique mondial de changement et de stagnation qui se caractérise par :

- l'évolution du contexte politique international avec la modification des régimes des pays de l'Est,
- une accélération du progrès technique et des innovations qui peuvent favoriser le saut des différentes étapes de développement,
- la mondialisation des marchés,
- une réduction des marges de manœuvre des politiques économiques de l'Etat,
- le développement d'espaces économiques à relations privilégiées,
- une diversité croissante du développement
- et un nouvel enjeu : le développement durable, basé notamment sur le respect de l'environnement et le coût qu'il entraîne.

Les déterminants fondamentaux de la croissance semblent être la mise en valeur du capital humain et du capital physique et le renforcement de la concurrence sur le marché. Il faut notamment investir dans l'éducation et la santé. Depuis trente ans, la croissance des PVD suit en moyenne celle des pays développés, mais les différents pays ont connu des évolutions très contrastées. Les différences internes de croissance s'expliquent plus par la productivité globale des facteurs que par l'intensité du capital. Il faut donc stimuler la croissance au niveau micro-économique pour favoriser la diffusion des techniques et l'utilisation efficace des ressources avec un cadre réglementaire pour assurer la concurrence et les droits des personnes, et pour ce faire mettre en place des conditions macro-économiques stables. Il semblerait que les améliorations apportées à la politique intérieure et aux institutions nationales ont plus d'importance pour l'économie que l'amélioration de l'environnement extérieur. Le sous-développement est actuellement un phénomène encore bien réel, qui se traduit par un coût humain difficilement acceptable en cette fin du XX^e siècle.

QUELQUES INDICATEURS

PAYS	PNB par Habitant en dollars	PNB croissance annuelle moyenne 65-89 en %	Classement selon l'I.D.H. en 1990	Valeur de l'I.D.H. en 1990	Espérance de vie à la naissance 1989	Population en millions d'habitants 1989
Economie à faibles revenus						
TANZANI	130	-0,1	127	0,266	49	23,80
MADAGASCAR	230	-1,9	116	0,371	51	11,30
MALI	270	1,7	156	0,072	48	8,20
INDE	340	1,8	123	0,308	59	832,50
Economie à revenus intermédiaires						
CÔTE D'IVOIRE	790	0,8	122	0,311	53	11,70
PÉROU	1010	-0,2	78	0,644	62	21,20
MEXIQUE	2010	3	45	0,838	69	84,60
ARGENTINE	2160	-0,1	43	0,854	71	31,90
ALGÉRIE	2230	2,5	102	0,49	65	24,40
CORÉE	4400	7	3 5	0,884	70	42,40
Economie à revenus élevés						
FRANCE	17820	2,3	10	0,971	76	56,20
ALLEMAGNE	20440	2,4	14	0,959	75	62,00
ÉTATS-UNIS	20910	1,6	7	0,976	76	248,80
JAPON	23810	4,3	1	0,993	79	123,10

Sources : Rapport sur le développement dans le monde : 1991 Banque mondiale.

Bibliographie

Albertini, J. (1981), Mécanismes du sous-développement et développement, Economie et humanisme.

Amin, S. (1970), L'accumulation à l'échelle mondiale, Anthropos, Paris.

Amin, S. (1973), Le développement inégal, Editions de Minuit, Paris

Banque mondiale (1991), Rapport sur le développement dans le monde. Le défi du développement. Washington.

Deleuze, G, Guattari, F. (1972), Capitalisme et schizophrénie. L'Anti-Œdipe, Editions de Minuits, Paris.

Fontanel, J. (1979) Ecologie, économie et plurigestion, Entente, Paris.

Fontanel, J. (1981), Organisations économiques internationales, Masson.

Fontanel, J. (1984), L'économie des armes, La Découverte, Paris.

Fontanel, J., Bensahel, L. (1992), Les nouveaux équilibres stratégiques et économiques internationaux, in Les dix principales questions économiques d'aujourd'hui et de demain, Presses Universitaires de Grenoble, PUG. Grenoble.

Lacoste, Y. Les pays sous-développés. Géographie du sous-développement, Quer Sais-Je ? Presses Universitaires de France.

Greffe, Q., Marese, J., Reiffers, J-L. (1992), Encyclopédie économique, Economica, Paris.

Perroux, F. (1974), Pouvoir et économie, Dunod, Paris

Perroux, F. (1991), L'économie du XXe siècle, Presses Universitaires de Grenoble.